

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
LIMITEE  
A/C.5/L.446  
14 février 1957  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Onzième session  
CINQUIEME COMMISSION  
Point 51 de l'ordre du jour

RAPPORT DU COMITE D'ETUDE DU REGIME DES TRAITEMENTS

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a soumis à l'examen de la Cinquième Commission un projet de résolution (A/C.5/L.445) pour faciliter à la Commission l'adoption de conclusions sur les questions touchant le personnel des Nations Unies.

Il soumet ci-après un projet de résolution dans lequel il a voulu faire figurer les recommandations à l'Assemblée générale qui ont essentiellement trait au système des indemnités de poste pour a) l'ONU, en ce qui concerne le Siège de New-York; b) les institutions spécialisées, en ce qui concerne les sièges de Genève, Paris, Rome et Montréal.

Pour les points sur lesquels la Cinquième Commission a déjà exprimé un avis, mention est faite, en note, de la séance à laquelle la question a été examinée. Pour les deux points qui n'ont pas encore été débattus, mention est faite des points énoncés dans la note du Président (A/C.5/L.394/Add.2).

PROJET DE RESOLUTION

L'Assemblée générale,

Rappelant les décisions, énoncées dans la résolution \_\_\_\_\_, et relatives aux traitements, indemnités et prestations du personnel de l'Organisation des Nations Unies, auxquelles elle est parvenue après avoir examiné le rapport du Comité d'étude du régime des traitements et les recommandations du Secrétaire général et des chefs des secrétariats des institutions spécialisées,

Jugeant souhaitable que, dans toute la mesure du possible, un régime commun soit appliqué aux traitements, indemnités et prestations en vigueur à l'Organisation des Nations Unies et dans les institutions spécialisées<sup>1/</sup> et qu'en particulier des normes analogues en matière de traitements et de prestations connexes soient appliquées, en règle générale, aux fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qui sont en poste dans les mêmes villes<sup>2/</sup>,

1. Appelle l'attention des institutions spécialisées sur la résolution \_\_\_\_\_ qui énonce les décisions prises par l'Assemblée générale au sujet du personnel de l'Organisation et recommande aux institutions spécialisées d'adopter des dispositions analogues en ce qui concerne leurs fonctionnaires,

2. Décide qu'avec effet au 1er janvier 1957<sup>3/</sup>, l'indemnité de poste pour les fonctionnaires du Siège de l'Organisation à New-York sera celle qui est prévue pour la classe 4<sup>4/</sup> dans le système proposé par le Comité d'étude du régime des traitements et adopté par l'Assemblée générale,

3. Recommande aux institutions spécialisées qu'aux fins de l'indemnité de poste et avec effet au 1er janvier 1957<sup>3/</sup>, Genève soit rangée dans la classe 1<sup>4/</sup>, Rome dans la classe 2<sup>4/</sup>, Paris dans la classe 3<sup>4/</sup> et Montréal dans la classe 4<sup>4/</sup>,

---

<sup>1/</sup> 575ème séance.

<sup>2/</sup> Point 28 du document A/C.5/L.394/Add.2.

<sup>3/</sup> Point 27 du document A/C.5/L.394/Add.2.

<sup>4/</sup> 582ème séance.

4. Demande au Secrétaire général que, dans le cas des fonctionnaires de l'Organisation en poste dans la région du siège d'une organisation spécialisée qui a adopté le système d'indemnités de poste recommandé par le Comité d'étude du régime des traitements, tel qu'il a été approuvé par l'Assemblée générale, l'indemnité de poste soit celle de la classe fixée pour cette région par l'institution spécialisée en question<sup>5/</sup>,

5. Recommande à l'attention des institutions spécialisées le barème des contributions du personnel de l'Organisation des Nations Unies et invite à considérer les avantages d'une commune application de ce système<sup>6/</sup>.

-----

---

5/ Point 28 du document A/C.5/L.394/Add.2.

6/ 585ème séance.